

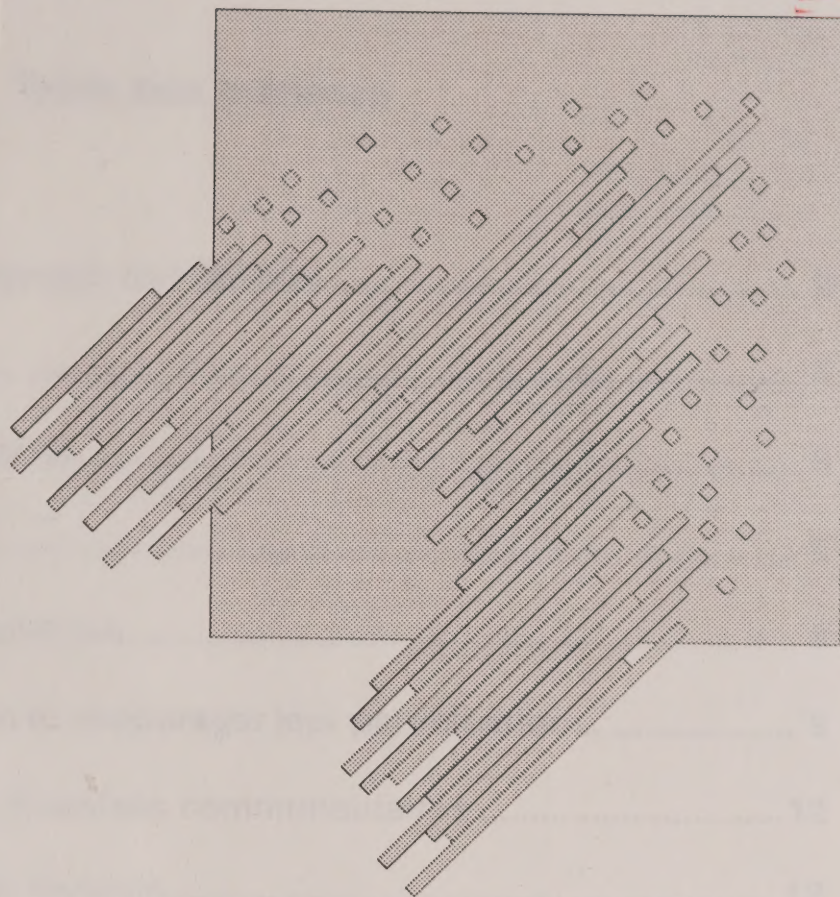


3 1761 11891002 5

CA20N
FA
- A56
F+E


Government
Publications

ANNUAL REPORT



Office des affaires francophones
Office of Francophone Affairs

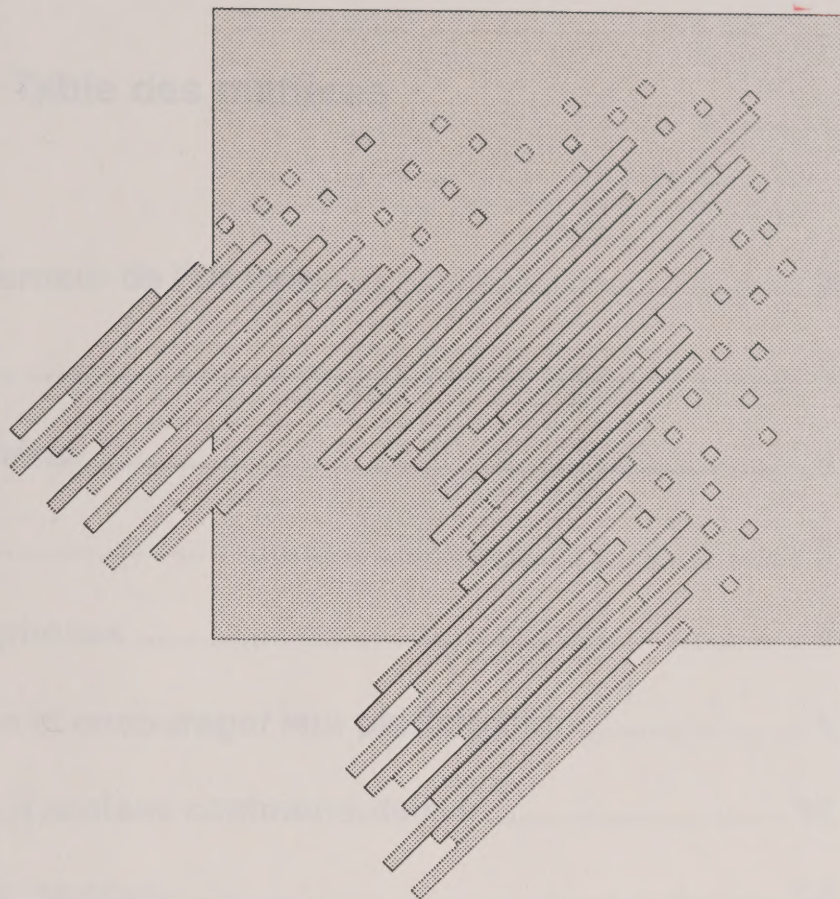


 Ontario

CA20N
FA
- A 56


Government
Publications

RAPPORT ANNUEL 1992-1993 ANNUAL REPORT



Office des affaires francophones
Office of Francophone Affairs



 Ontario

Office des affaires francophones
Édifice Mowat, 4^e étage
900, rue Bay
Toronto ON M7A 1C2

Téléphone: (416) 325-4949
Sans frais: 1-800-268-7507
ATM: (416) 325-0017

ISSN 0832-7262
Mars 1994

Imprimé sur
du papier recyclé

Table des matières

| | |
|---|----|
| Lettre au lieutenant-gouverneur de l'Ontario | 2 |
| Message du ministre | 4 |
| Message du directeur général | 5 |
| Francophonie ontarienne | 6 |
| Office des affaires francophones | 6 |
| Appuyer les francophones et encourager leur participation | 9 |
| Élaboration de structures à assises communautaires | 12 |
| Promotion des services en français..... | 12 |
| Apport de l'Office aux politiques et programmes | 14 |
| Nos ressources | 22 |
| Que nous réserve l'avenir? | 23 |
| Annexe 1 | 24 |
| Fonds de soutien à la communauté | |
| Annexe 2 | 26 |
| Liste des organismes désignés | |
| Annexe 3 | 28 |
| État des dépenses | |



Minister
Responsible for
Francophone Affairs

Ministre
délégué aux
Affaires francophones

Mowat Block, 4th Floor
900 Bay St
Toronto ON M7A 1C2
(416) 327-9200
Fax: (416) 327-9188

Édifice Mowat, 4^e étage
900 rue Bay
Toronto ON M7A 1C2
(416) 327-9200
Télécopieur: (416) 327-9188

L'honorable Henry N.R. Jackman
Lieutenant-gouverneur de la province de l'Ontario

Votre Honneur,

J'ai le plaisir de vous présenter, ainsi qu'à l'Assemblée législative de l'Ontario, le rapport annuel de l'Office des affaires francophones pour l'exercice allant du 1^{er} avril 1992 au 31 mars 1993.

Recevez, Votre Honneur, l'assurance de ma très haute considération.

Le ministre,

Gilles Pouliot

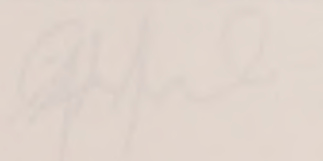


Messagerie du directeur général mésamim ub éqesem

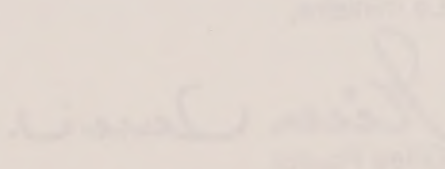
Notre vision

**L'Office des affaires francophones est engagé à
favoriser la pleine participation des francophones de
l'Ontario à la vie sociale, économique, culturelle et
politique de la province.**

Le directeur général



Romy M. Barabegout



Message du ministre

J'ai le plaisir de présenter le rapport annuel de l'Office des affaires francophones pour la période du 1^{er} avril 1992 au 31 mars 1993. L'année écoulée a été remplie de défis pour de nombreuses personnes en Ontario, y compris pour ceux et celles qui travaillent pour le gouvernement. Le gouvernement s'emploie à réduire la dette de la province en comprimant ses dépenses et en rationalisant ses activités, tout en continuant à fournir les services publics et sociaux nécessaires et en créant de nouveaux emplois.

Malgré ces défis, cette année a été marquée par plusieurs réalisations majeures dans le domaine des affaires francophones. Au cours de cette période, le gouvernement a mis au point un programme de subventions pour les centres culturels et a augmenté les budgets destinés aux programmes des organismes dans le domaine des arts, en réponse au rapport du Groupe de travail pour une politique culturelle des francophones de l'Ontario.

Ainsi, j'ai rencontré plusieurs membres d'organismes et de représentants et représentantes communautaires francophones dans tous les coins de la province, afin de m'assurer que le gouvernement réponde aux besoins linguistiques et culturels de la population ontarienne d'expression française.

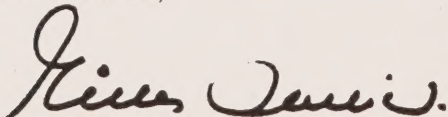
L'Office des affaires francophones a également participé au processus de compression des dépenses et de restructuration qui s'est déroulé à l'échelle de tout le gouvernement. Il a établi des liens étroits de partenariat entre les ministères responsables pour des projets susceptibles d'améliorer les services actuels en français. En outre, la réorganisation de certains ministères m'a donné une occasion supplémentaire de discuter avec mes collègues des préoccupations de notre population francophone en ce qui a trait à la prestation de services en français par le gouvernement.

Tout en assurant son mandat de veiller à la prestation des services en français au sein du gouvernement, le travail de l'Office au cours de l'année a aussi été de veiller à ce que les priorités gouvernementales répondent aux besoins des francophones. Parmi ces priorités on retrouve, entre autres, la création d'emploi, les initiatives de prévention des agressions sexuelles faites aux femmes et l'équité en matière d'emploi.

Je tiens à remercier mes collègues d'avoir contribué par leur soutien, tout au cours de l'année, à faire en sorte que les francophones de l'Ontario puissent bénéficier des services du gouvernement provincial dans leur propre langue.

J'espère que l'année qui vient nous permettra de poursuivre sur cette lancée.

Le ministre,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Gilles Pouliot', written in a cursive style.

Gilles Pouliot

Message du directeur général

Un des principaux points saillants de l'exercice 1992-1993 a été le lancement du plan stratégique de l'Office des affaires francophones. Les consultations menées auprès du public et au sein du gouvernement ont constitué un élément important du processus de planification stratégique. Le plan, qui définit la mission, la vision et les objectifs quinquennaux de l'Office, a été présenté l'automne dernier à nos partenaires du gouvernement et à la communauté francophone.

Au cours de l'exercice, l'Office a travaillé sur un certain nombre de dossiers — programmes de prévention de l'agression sexuelle à l'intention des femmes francophones, équité en matière d'emploi pour les francophones, mise sur pied d'une coalition francophone sur le logement et création d'un organisme de soutien pour les francophones qui sont sourds.

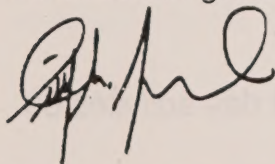
L'Office est le principal conseiller du gouvernement sur les affaires francophones, et le maintien d'un lien étroit avec ses clients francophones demeure l'une de ses priorités. À cette fin, l'Office a organisé trois visites régionales, à Ottawa, Timmins et Kingston, pour permettre aux membres de notre personnel de se rendre compte des préoccupations des gens relativement aux services en français. Nous pouvons ensuite signaler les points soulevés à nos collègues du gouvernement.

Nos rencontres avec les groupes communautaires sont également demeurées au rang de nos priorités. Parmi les principales activités, mentionnons une séance d'information que l'Office a organisée à l'intention des groupes communautaires ethnoculturels d'expression française. Grâce à cette séance d'une journée tenue à Toronto, les ministères provinciaux et fédéraux participants ont mis en valeur leurs services, programmes de subventions et mandats respectifs, ce qui a permis aux membres de la communauté de se familiariser avec les programmes et services qui leur sont offerts.

Certains services cruciaux sont fournis par des organismes qui ne sont pas assujettis à la **Loi sur les services en français**. La désignation de ces organismes de services publics en tant qu'organismes tenus d'offrir leurs services en français demeure donc une priorité. Au cours de l'année, 14 autres organismes ont été désignés à cette fin.

Pendant l'année achevée, la fonction publique a assisté à une déstratification, à une réduction des effectifs, à un redéploiement du personnel et à une réorganisation des services. Au cours de ce processus continu de restructuration, l'Office a continué à collaborer avec ses partenaires au sein du gouvernement afin de s'assurer que les services en français soient disponibles et que la communauté ait accès à une vaste gamme de services du gouvernement.

Le directeur général,



Rémy M. Beauregard

Francophonie ontarienne

On retrouve en Ontario plus d'un demi-million de francophones, qui forment le groupe de Canadiens de langue française le plus important à l'extérieur du Québec. Quoique la majorité des francophones de l'Ontario soient de souche européenne, la francophonie ontarienne se transforme progressivement en une société multiculturelle dont les membres viennent des quatre coins du monde.

La langue française est le dénominateur commun des francophones de l'Ontario. Le français est la langue maternelle de certains. Pour d'autres, il est l'une des premières langues qu'ils ont apprises et qu'ils utilisent toujours, alors que pour d'autres, arrivés plus récemment, il constitue la langue d'intégration au Canada et à l'Ontario.

Office des affaires francophones

L'Office des affaires francophones est un organisme central qui a été créé en vertu de la ***Loi sur les services en français***. Sa responsabilité première consiste à aider le gouvernement dans la prestation des services en français et dans l'élaboration de politiques et de programmes aptes à répondre aux besoins des francophones de l'Ontario.

Dans ses relations avec la francophonie ontarienne, l'Office collabore avec les organismes dont les francophones se sont dotés pour les représenter. L'Office facilite l'accès des francophones à leur gouvernement provincial. Comme l'indique son préambule, la ***Loi sur les services en français*** est issue de la volonté de sauvegarder pour les générations à venir le patrimoine culturel des francophones de l'Ontario.

Sur le plan administratif, l'Office est constitué de trois directions : la **Direction des communications et des relations communautaires**, la **Direction des politiques et de la recherche** ainsi que la **Direction des opérations et des services aux ministères**.

Ces trois directions assument les responsabilités suivantes :

- conseiller le gouvernement de l'Ontario sur la prestation des services en français;
- informer les francophones des programmes, des politiques et des activités du gouvernement;

- communiquer les préoccupations des francophones aux ministères et au Conseil des ministres;
- renforcer les communautés francophones au moyen du Fonds de soutien à la communauté;
- collaborer avec les ministères pour veiller à ce que les politiques et les programmes du gouvernement répondent aux besoins des francophones;
- aider les ministères à maintenir et à améliorer leurs services en français;
- étudier les plaintes formulées au sujet de la qualité des services que le gouvernement offre en français;
- effectuer des recherches sur les communautés francophones de l'Ontario.

Notre mission

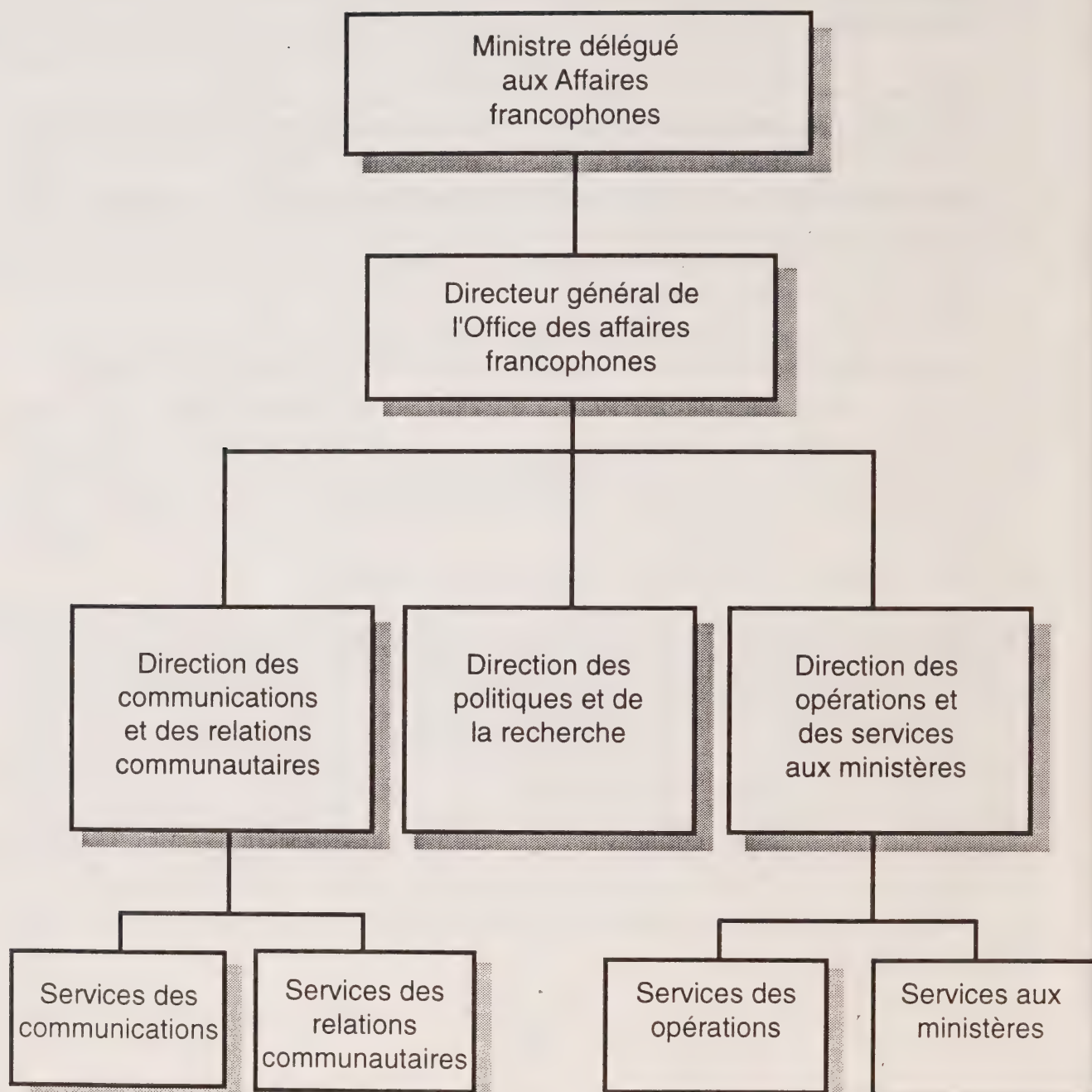
La mission de l'Office des affaires francophones consiste à :

Aider les francophones, en tant que membres à part entière de la communauté ontarienne, à s'épanouir et à sauvegarder leur langue dans le respect de leur diversité culturelle.

Aider les ministères et les organismes gouvernementaux à comprendre la communauté francophone, à entretenir des relations avec elle ainsi qu'à développer des services en français et à en assurer la prestation.

On trouvera dans les pages suivantes les points saillants de l'action de l'Office des affaires francophones.

Organigramme



Appuyer les francophones et encourager leur participation

L'OAF publie son plan stratégique

Une des réalisations majeures du dernier exercice a été l'achèvement du plan stratégique de l'Office. L'Office a entrepris ce processus à l'automne 1991, et à la suite de consultations menées auprès de son personnel, de groupes communautaires et de représentants et représentantes des ministères, il a publié son plan stratégique en novembre 1992. Par la suite, le personnel de l'OAF a tenu plusieurs séances d'information sur son plan stratégique afin de présenter les orientations futures de l'Office à ses partenaires de la communauté et du gouvernement.

L'élaboration du plan stratégique a permis à l'Office d'établir ses priorités et de se concentrer sur des activités qui :

- aideront les francophones à mieux participer à la vie sociale et économique de l'Ontario;
- amélioreront les services qu'il offre à ses deux groupes clients, le gouvernement et les francophones.

Campagne de courrier direct

En juin 1992, l'Office a entrepris une campagne de courrier direct afin de rejoindre sa clientèle francophone, de l'informer des services gouvernementaux en français et d'augmenter le nombre d'abonnés à son bulletin, **Coup d'œil/At a Glance**. Le premier projet-pilote a été mené dans la région de Simcoe. Vu le succès remporté, un deuxième courrier direct a été effectué dans les régions du Timiskaming, de Cornwall-Alexandria et de Thunder Bay-Kenora.

Dans la région de Simcoe, environ 1 850 foyers ont reçu une lettre personnalisée accompagnée de matériel promotionnel sur les services en français et d'une carte-réponse port payé pour un abonnement au **Coup d'œil**.

Le deuxième courrier direct a été envoyé à 10 326 foyers et a entraîné le même taux de réponse que le premier, soit 5 %.

On a constaté que comparativement aux méthodes généralement utilisées pour atteindre la clientèle, le courrier direct était le moyen offrant le meilleur rapport coût-efficacité.

Fonds de soutien à la communauté

Le Fonds de soutien à la communauté de l'Office fournit une aide aux organismes sans but lucratif pour la réalisation de projets qui contribuent à la mise sur pied ou à l'amélioration d'activités ou de services communautaires s'adressant aux francophones.

En 1992, l'Office a modifié les objectifs du Fonds pour qu'ils reflètent son plan stratégique et ses grandes priorités en matière de renouvellement économique, de réforme sociale, de réforme de l'éducation et de participation des particuliers faisant partie des groupes visés. La priorité a été accordée aux projets correspondant à ces deux objectifs.

Entente Canada-Ontario sur la promotion des langues officielles

Au cours de l'exercice 1992-1993, l'Office a entrepris avec le Secrétariat d'État une évaluation conjointe de cette entente. Dans le cadre des préparatifs en vue de renégocier l'entente, l'Office a consulté les ministères et des groupes communautaires.

L'entente a permis aux deux gouvernements de financer 139 projets qui ont entraîné des investissements de plus de 18 millions de dollars entre 1987-1988 et 1992-1993. Les projets ainsi appuyés visaient à poursuivre la mise en oeuvre de la ***Loi sur les services en français*** de l'Ontario.

La renégociation a été terminée avant la fin de l'exercice, et les deux ministres ont signé la nouvelle entente peu après. Cette nouvelle entente, d'une durée de cinq ans, est assujettie à une nouvelle priorité de financement favorisant les initiatives et les projets de développement communautaire qui appuient la lutte contre le racisme.

Séance d'information pour les groupes francophones ethnoculturels

L'Office reconnaît le rôle crucial que jouent les membres des minorités raciales au sein de la francophonie ontarienne. Grâce à des rencontres avec ces groupes, l'Office a découvert que, bien souvent, ces derniers ne connaissent pas bien les divers programmes et services qu'offrent tous les paliers de gouvernement.

L'OAF a donc organisé une séance d'information d'une journée qui s'est tenue en février 1993 à Toronto. Il a invité des représentantes et représentants des gouvernement provincial et fédéral à renseigner l'auditoire sur les services et les programmes de subventions dont peuvent se prévaloir les membres des minorités raciales d'expression française.

La tenue de cette séance a permis à l'Office et à ses partenaires au sein du gouvernement d'évaluer les besoins des membres des minorités raciales francophones et d'offrir des conseils ainsi qu'une aide financière pour l'élaboration de projets et de structures correspondant à leurs intérêts particuliers. L'Office pourra ainsi aider les membres des minorités raciales francophones à participer de façon plus entière à tous les aspects de la vie dans la province.

Conférence sur les besoins en formation des francophones

En avril 1992, l'Office a collaboré avec la Chambre économique de l'Ontario pour organiser une conférence d'envergure provinciale portant sur les besoins en formation des francophones. Quelque 150 personnes ont assisté à la conférence, qui s'est tenue à Ottawa, et ont participé à divers ateliers sur des questions touchant le développement économique au sein de la communauté francophone.

Une des principales conclusions de la conférence a été l'importance des possibilités de formation professionnelle en français qui permettent aux francophones de participer à la reprise économique de la province.

Consultations publiques — coopératives

De septembre 1992 à février 1993, le ministère des Finances a mené des consultations publiques dans toute la province dans le cadre d'une vaste étude visant à déterminer de quelle manière les coopératives pourraient jouer un rôle plus important dans le renouvellement économique et social de la province.

Le Conseil de la coopération de l'Ontario a reçu une subvention de 24 850 \$ du Fonds de soutien à la communauté afin de renseigner les francophones sur tous les aspects de cette initiative et de fournir de l'aide aux organismes et aux particuliers francophones désireux de participer à ces consultations.

Tribunes sur l'équité en matière d'emploi et les francophones

Au printemps de 1993, les cadres supérieurs de l'OAF ont fait des exposés à l'occasion de trois tribunes sur l'équité en matière d'emploi et les francophones, qui ont eu lieu à Toronto, Ottawa et Sudbury. Ces tribunes visaient à donner aux fonctionnaires francophones l'occasion de repérer les obstacles à l'équité en matière d'emploi et de discuter de stratégies susceptibles de les éliminer.

Les tribunes ont permis à la délégation francophone d'élargir son réseau et de souligner l'importance qu'elle accorde à l'équité en matière d'emploi à la fonction publique de l'Ontario.

Élaboration de structures à assises communautaires

Services en français dans les bibliothèques

L'Office a participé activement à un comité sur la commercialisation des services en français dans les bibliothèques de l'Ontario. Le comité comptait plusieurs représentantes et représentants des bibliothèques communautaires et était présidé par le Service des bibliothèques de l'Ontario-Sud, un organisme du ministère de la Culture, du Tourisme et des Loisirs. L'objectif de ce comité était d'arrêter et de mettre en oeuvre une stratégie visant à accroître l'utilisation des services et des ressources en français dans les bibliothèques de l'Ontario. Un certain nombre d'articles promotionnels ont été créés et des projets-pilotes ont eu lieu à Kapuskasing, Welland et Orléans.

La campagne a contribué à renseigner la communauté francophone quant à la disponibilité de services et de ressources de langue française dans les bibliothèques locales.

Désignation des organismes

Le processus de désignation d'organismes financés par le gouvernement, comme les hôpitaux, les maisons de soins infirmiers et les centres de counseling se poursuit, permettant aux francophones d'avoir accès à des services importants dans leur propre langue.

Cette année, 14 organismes ont été désignés, ce qui porte à 98 le nombre d'organismes désignés.

Promotion des services en français

Visites dans les communautés

Cette année, le ministre a rencontré des groupes communautaires d'Ottawa à Timmins, en passant par Kingston et Kapuskasing/Hearst. Le personnel de l'OAF a également effectué trois tournées dans les régions du Timiskaming, de Nipissing et de Stormont, Dundas et Glengarry.

Ces rencontres permettent au ministre et à l'Office de recueillir directement les réactions des francophones sur les services en français. Les ministères participants ont trouvé qu'il s'agissait d'une excellente occasion de découvrir de première main les besoins locaux et de trouver des moyens pour les ministères d'y répondre.

Rayonnement par l'informatique

Le Village électronique francophone (VEF) est un service de communications qui offre des télécommunications directes au moyen d'une liaison informatique.

Ce service constitue une façon originale pour l'Office de rejoindre sa clientèle francophone et de lui fournir des services variés, qu'il s'agisse de l'accès aux données de son *Annuaire franco-ontarien* ou du calendrier de ses tournées régionales ou de ses conférences et activités.

Coup d'œil/At a Glance

Cette année, l'Office a commencé à publier son bulletin, ***Coup d'œil/At a Glance***, dans les deux langues afin de fournir aux fonctionnaires qui travaillent dans le domaine des affaires francophones des renseignements sur la communauté et les services disponibles en français.

Chacune des versions aborde un thème et renferme des articles qui sont plus pertinents soit pour les lecteurs francophones, soit pour les lecteurs anglophones. Le nombre d'abonnements a augmenté et le tirage avoisine maintenant les 25 000 exemplaires.

Rencontres avec les coordonnatrices et coordonnateurs des services en français

L'OAF conseille les coordonnatrices et coordonnateurs des services en français sur tout ce qui touche les affaires francophones.

Les rencontres avec les coordonnateurs et coordonnatrices servent à forger des alliances constructives avec les ministères en vue de la prestation, du maintien et de la mise à jour des services en français. Elles renforcent le rôle important que nous jouons en tant que centre d'information que les ministères et organismes gouvernementaux peuvent consulter au sujet des questions touchant les francophones.

Festival franco-ontarien

Au fil des ans, la Place de l'Ontario, où l'on retrouve les kiosques d'information du gouvernement de l'Ontario, est devenue une présence familière au Festival franco-ontarien à Ottawa.

Cette année, l'Office a organisé la participation de 22 ministères et organismes à cet événement d'envergure qui célèbre le patrimoine et la culture des francophones. Les membres du personnel des ministères qui y ont participé ont pu fournir aux visiteurs des renseignements sur leurs services en français.

Étude des plaintes

En vertu de la Loi, le ministre délégué aux Affaires francophones a le pouvoir de faire enquête à propos des plaintes reçues au sujet des services en français du gouvernement et d'y donner suite. Il s'agit d'un mécanisme précieux car il permet aux ministères d'obtenir les réactions de la clientèle sur la qualité de leurs services en français et d'améliorer ces services.

En 1992-1993, l'Office a reçu 176 plaintes, ce qui représente une diminution par rapport aux années précédentes.

Apport de l'Office aux politiques et programmes

Afin de veiller à ce que les politiques et programmes du gouvernement répondent aux besoins des francophones, l'OAF fait partie de divers comités interministériels, y compris les comités chargés d'importantes initiatives comme la prévention de la violence conjugale et de l'agression sexuelle, l'abus de drogues et d'alcool, ainsi que la réorientation des soins de longue durée.

Initiative de prévention de l'agression sexuelle : deuxième année d'un projet triennal

Dans le cadre de la Stratégie sur l'agression sexuelle lancée par le gouvernement, la Direction générale de la condition féminine de l'Ontario a accordé 200 000 \$ à l'Office des affaires francophones pour organiser pendant trois ans des activités de sensibilisation à l'intention du public francophone.

En 1992-1993, sept organismes francophones ont reçu des subventions pour des projets destinés à sensibiliser la communauté francophone au problème de l'agression sexuelle. Le Fonds de soutien à la communauté a fourni une somme additionnelle de 97 000 \$ pour des projets de prévention contre la violence faite aux femmes.

Grâce à cette initiative, une somme de 400 000 \$ a également été consacrée à la mise sur pied de services pour les victimes d'agression sexuelle. Ceux-ci ont été conçus en collaboration avec neuf centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle qui sont situés ou qui offrent leurs services dans les régions désignées.

L'Office des affaires francophones collabore de près avec le ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels et avec la Direction générale de la condition féminine de l'Ontario pour mener à bien cette initiative. L'Unité des initiatives communautaires du ministère du Solliciteur général et des Services correctionnels est chargée de l'administration du programme car elle assume la responsabilité globale du programme gouvernemental de centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle. Voici les centres participants :

Ligne d'urgence pour victimes de viol du district de Barrie, Centre d'aide aux victimes d'agression sexuelle de Timmins, Centre d'aide d'urgence pour victimes de viol de Sudbury, Centre d'aide aux victimes d'agression sexuelle d'Ottawa, Centre d'aide aux victimes d'agression sexuelle de Toronto, Centre d'aide aux victimes d'agression sexuelle de Chatham-Kent, Centre d'aide aux victimes d'agression sexuelle de Windsor-Essex, Centre d'aide aux victimes d'agression sexuelle de Hamilton, et CARSA (Centre d'aide aux victimes d'agression sexuelle du Niagara).

En 1992-1993, six projets communautaires francophones ont également bénéficié de cette affectation.

Réforme des services de garde d'enfants

L'objectif du gouvernement est d'assurer la qualité, l'accessibilité financière et générale ainsi qu'une bonne gestion des services de garde d'enfants en Ontario. Cette volonté préside à l'élaboration du cadre d'action stratégique du système de garde d'enfants de la province. Ce processus mènera à la rédaction d'une nouvelle loi sur la garde d'enfants.

En décembre 1992, le ministère des Services sociaux et communautaires a publié le rapport final des consultations communautaires sur la garde d'enfants qu'il avait amorcées en février 1992 par la diffusion de *Préparer l'avenir* et qui se sont terminées à la fin de juin 1992.

En janvier 1993, le ministre délégué aux Affaires francophones a rencontré le ministre des Services sociaux et communautaires afin de discuter du besoin urgent de services de garde d'enfants en français, ainsi que des attentes des francophones quant à la «réforme» du système de garde d'enfants et des mesures législatives proposées à cet égard.

Réorientation des soins de longue durée

Le 26 novembre 1992, la ministre de la Santé a annoncé les plans envisagés par le gouvernement en vue de la restructuration du système de services de soins de longue durée et du régime de services sociaux. Cette restructuration permettra de répondre aux besoins des personnes âgées, des adultes ayant un handicap et des personnes ayant besoin de services de soutien et de santé à domicile.

La ministre a également présenté en première lecture la *Loi modifiant des lois en ce qui concerne les soins de longue durée* (projet de loi 101). Cette loi modifiera sept lois existantes et préparera le terrain pour la restructuration fondamentale du système de soins de longue durée. Son objectif est d'améliorer la qualité de la vie des pensionnaires des établissements de soins de longue durée. Après la deuxième lecture, le projet de loi 101 a été soumis au Comité permanent des affaires sociales. Le Comité a tenu une série d'audiences publiques en février et mars 1993 avant d'entreprendre une étude clause par clause du projet de loi.

On ne se penchera pas sur les nouveaux modèles de planification, de gestion et de régie avant la deuxième phase de modifications législatives, lesquelles entraîneront l'abrogation de plusieurs lois existantes et la création d'un nouveau cadre législatif destiné à régir les services de soutien et de soins de longue durée offerts dans les établissements et au sein de la communauté.

Équité en matière d'emploi

En juin 1992, le gouvernement de l'Ontario a déposé le projet de loi 79, *Loi prévoyant l'équité en matière d'emploi pour les autochtones, les personnes handicapées, les membres des minorités visibles et les femmes*. Bien que les francophones demeurent l'un des groupes désignés aux fins du Programme d'équité en matière d'emploi à la fonction publique de l'Ontario, ils ne font pas partie des groupes visés par la loi envisagée.

À la demande du Conseil des ministres, un comité interministériel de sous-ministres adjoints a été formé afin d'examiner la discrimination systémique que subissent les francophones dans le monde du travail. Ce comité est coprésidé par la Commissaire à l'équité d'emploi et le directeur général de l'Office des affaires francophones.

Le comité s'est réuni en décembre 1992 et en mars 1993 et s'est entendu sur une stratégie de recherche. Les données recueillies contribueront à déterminer si les francophones se heurtent à des obstacles systémiques sur le marché du travail et à indiquer les mesures qui pourraient leur assurer un accès juste et équitable aux emplois et aux promotions.

Collèges de langue française

Au printemps 1992, le Conseil des ministres a autorisé l'ancien ministère des Collèges et Universités à négocier une entente de partage des coûts avec le Secrétariat d'État du Canada au sujet du réseau de collèges de langue française.

Le nouveau ministère de l'Éducation et de la Formation poursuit les négociations avec le gouvernement fédéral au sujet de l'aide financière. L'Office des affaires francophones collabore de près avec le ministère dans ce dossier.

Conseil ontarien de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre

En novembre 1992, le projet de loi 96, *Loi sur le Conseil ontarien de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre*, a été déposé à l'Assemblée législative. Le Conseil est un organisme de la Couronne qui assumera la responsabilité générale de la promotion, du financement, de la coordination, de la conception et de la prestation de programmes et de services relatifs à la formation et à l'adaptation de la main-d'oeuvre.

Des francophones font partie des groupes formés à des fins d'équité et qui sont représentés au sein du corps dirigeant et des quatre conseils permanents du Conseil ontarien de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre.

L'Office des affaires francophones continue de participer aux travaux d'un comité interministériel sur l'Entente Canada-Ontario sur le développement de la main-d'oeuvre, signée en 1991. L'entente prévoit que l'Ontario fera tous les efforts possibles afin de veiller à ce que des services soient offerts en français, de manière à répondre aux besoins des francophones en matière de formation.

Enseignement en français

Tout au long de l'année, le ministre de l'Éducation et de la Formation a rencontré les présidents d'associations du monde de l'éducation afin de saisir leurs préoccupations. Le ministère a indiqué que l'orientation de l'enseignement en français sera envisagée dans le contexte plus vaste de la réforme globale de l'éducation en Ontario.

En 1991, l'ancien ministère de l'Éducation a annoncé qu'un montant de 50 millions de dollars, provenant du budget des immobilisations pour 1994-1995, serait affecté au volet éducatif des initiatives communautaires prévoyant l'utilisation d'installations scolaires à usages multiples. Ces installations pourraient devenir la plaque tournante des services éducatifs, culturels et sociaux offerts aux communautés francophones.

Un comité directeur interministériel a été mis sur pied sous les auspices du ministère de l'Éducation, et l'Office des affaires francophones y est représenté. La communauté francophone a exprimé un vif intérêt pour cette initiative. Elle a participé au processus de consultation et soumis des propositions au comité.

Le gouvernement examine diverses options pour le financement de l'enseignement élémentaire et secondaire. L'Association française des conseils scolaires de l'Ontario (AFCSO) et l'Association franco-ontarienne des conseils d'écoles catholiques (AFOCEC) sont représentées au conseil consultatif du ministre de l'Éducation sur le financement de l'éducation. L'Office des affaires francophones fait également partie du groupe consultatif interministériel sur le financement de l'éducation.

En outre, le directeur général de l'Office des affaires francophones siège au Conseil de l'éducation franco-ontarienne.

Reconnaissance des acquis

En 1992, l'Office a participé aux travaux du Comité consultatif sur la reconnaissance des acquis du Conseil des affaires collégiales de l'Ontario. La reconnaissance des acquis consiste à évaluer les connaissances acquises à l'extérieur du système d'enseignement, soit dans un milieu de travail ou grâce à des programmes de formation offerts en dehors des collèges ou à un travail communautaire; ces connaissances peuvent faire l'objet de crédits de la part des établissements d'enseignement reconnus.

Le Comité consultatif sur la reconnaissance des acquis a présenté son rapport final au ministre des Collèges et Universités en août 1992. Le rapport reconnaît la dualité linguistique du réseau collégial de l'Ontario. À l'automne, le gouvernement de l'Ontario avait approuvé presque toutes les recommandations du Comité touchant l'établissement d'un système d'évaluation des acquis expérientiels dans les collèges de l'Ontario. Ce système comprendra un groupe de consultation et de coordination qui surveillera les diverses étapes de la mise en oeuvre de ce concept dès septembre 1994.

Ce groupe rendra compte de ses activités au Conseil des affaires collégiales de l'Ontario, et sa composition comprendra au moins quatre membres francophones et un représentant du Conseil consultatif sur les affaires francophones. Il bénéficiera en outre de l'apport d'un sous-comité composé de particuliers issus de diverses communautés francophones.

Dix projets-pilotes sur la reconnaissance des acquis expérientiels ont également été annoncés en 1992, y compris une initiative en français mise de l'avant conjointement par la Cité collégiale et le Collège Cambrian.

La reconnaissance des acquis aidera les francophones de l'Ontario à faire reconnaître leurs expériences antérieures et les encouragera à s'inscrire en plus grand nombre aux cours et aux programmes de niveau collégial.

Financement stable

L'Office des affaires francophones a fait partie d'un comité spécial mis sur pied par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation afin de formuler des recommandations tenant compte des intérêts des agriculteurs francophones dans la proposition portant sur le financement stable.

Des discussions se sont poursuivies entre le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Ontario et l'Union des cultivateurs franco-ontariens au sujet de l'inclusion de ces derniers dans le projet de loi qui mènera à la création d'un mécanisme de financement stable pour les entreprises agricoles générales. Ces discussions ont été fructueuses et se sont terminées en 1992-1993.

Logement

Le Fonds de soutien à la communauté a fourni une subvention de démarrage de 29 420 \$ à la Coalition franco-ontarienne sur le logement, un groupe de pression provincial qui tente d'obtenir que les politiques et les programmes gouvernementaux dans le domaine du logement répondent aux besoins linguistiques, culturels et de qualité de vie de la communauté francophone.

Cette subvention a permis à la Coalition d'établir un secrétariat temporaire et de mener une série de consultations publiques régionales en vue d'évaluer les besoins et les préoccupations des francophones de toute la province en matière de logement.

Politique culturelle à l'intention des francophones

Le comité consultatif sur la politique culturelle à l'intention de la communauté francophone de l'Ontario a déposé son rapport final en octobre 1992. Le comité se composait de représentants et représentantes de l'Office des affaires francophones, de l'ancien ministère de la Culture et des Communications (MCC), du Conseil des arts de l'Ontario et d'organismes communautaires francophones comme l'Alliance culturelle de l'Ontario et Direction Jeunesse.

Les coprésidents du comité, la ministre de la Culture et des Communications et le ministre délégué aux Affaires francophones ont fait part de leurs réactions aux recommandations du rapport lors de la réunion annuelle de l'Alliance culturelle, qui s'est tenue en novembre 1992.

Les ministres ont annoncé la création d'un programme de subventions pour les centres culturels francophones, l'établissement d'une unité francophone au sein du ministère de la Culture, du Tourisme et des Loisirs (MCTL) et la nomination d'un analyste des politiques culturelles à l'OAF. La plupart de ces mesures devaient être en place au début de l'exercice 1993-1994.

Le MCTL a également entamé des discussions avec les organismes oeuvrant dans le domaine des arts et s'adressant aux francophones, afin de déterminer de quelle manière ils pourraient bénéficier des programmes existants de subventions.

Constitution

Le ministre délégué aux Affaires francophones a mis sur pied le Groupe consultatif sur la constitution en vue de partager l'information et d'entretenir le dialogue entre la communauté francophone et le gouvernement sur les négociations constitutionnelles. Le Groupe consultatif se composait de représentants et représentantes d'organismes communautaires qui étaient bien au fait des questions touchant les langues officielles, les relations intergouvernementales et la constitution.

Le Groupe consultatif francophone a eu la chance de rencontrer le premier ministre de l'Ontario et de lui faire part de sa position et de ses préoccupations au sujet du processus constitutionnel. Il a présenté une proposition pour l'enchâssement dans la constitution et l'amélioration des droits linguistiques en Ontario.

Éducation à distance

L'éducation à distance en Ontario permet de faciliter l'accès à l'enseignement en faisant appel à la technologie pour rassembler divers particuliers et groupes. L'éducation à distance se faisait à l'origine au moyen de cours par correspondance, mais il intègre maintenant des moyens multimédias comme la communication informatisée et la vidéo interactive, qui facilitent l'échange et le dialogue. Cette formule revêt une importance particulière pour la francophonie ontarienne, car les francophones sont dispersés sur tout le territoire de la province et ont toujours eu un accès insuffisant à l'enseignement postsecondaire en français.

Étant donné les avantages que les francophones peuvent tirer de l'éducation à distance, l'Office des affaires francophones fait partie du comité interministériel du ministère de l'Éducation et de la Formation, du Comité de planification stratégique en formation à distance et du Groupe de concertation de la formation à distance.

En mai 1992, le directeur général de l'OAF a assisté au Colloque franco-ontarien de la formation à distance, qui a eu lieu à Ottawa. Ce colloque de deux jours a réuni un certain nombre d'intervenants et intervenantes, dont des représentants et représentantes de l'ancien ministère des Collèges et Universités d'alors, des collèges communautaires et universitaires francophones et bilingues, du Secrétariat d'État, de l'AEFO, de Contact-Nord, de Forma-Distance, de l'ancien ministère de la Formation professionnelle, de La Chaîne de TVOntario et des caisses populaires.

Le personnel a également participé à des réunions et à des audioconférences auxquelles ont participé des tables sectorielles comme la table collégiale et la table du Centre-Sud-Ouest. Parmi les initiatives qui ont été poursuivies au cours de l'année, mentionnons les propositions en vue de créer un secrétariat provincial pour l'enseignement à distance dans les collèges et une approche collective vis-à-vis de l'éducation à distance dans les régions francophones de l'Ontario.

Surveillance des services en français

Chaque année, l'Office examine la situation des services en français dans tous les ministères, y compris leurs programmes de gestion des ressources humaines, afin de s'assurer que les services en français sont en place et que des membres du personnel sont disponibles pour offrir ces services importants.

Dans l'exercice de son rôle de surveillance, l'Office a participé à l'établissement d'un programme de transition professionnelle. À cet effet, l'Office s'est joint à une équipe interministérielle multidisciplinaire et a veillé à ce que l'initiative de réaffectation des membres de la fonction publique de l'Ontario n'ait pas de conséquences négatives pour les fonctionnaires qui sont bilingues ou qui occupent des postes désignés bilingues.

Le travail de l'Office consiste aussi à assurer le suivi des exemptions qu'il avait été nécessaire d'accorder aux termes de la *Loi sur les services en français*.

L'exemption s'appliquant aux publications de nature scientifique, technique ou savant, ou avec un but de consultation et de recherche a été prolongée jusqu'en 1997.

Aux fins du Cadre des responsabilités partagées, l'Office a également produit un dossier de ressources sur les services en français, en collaboration avec le Conseil de gestion. Voici les objectifs visés :

- évaluer les conséquences, pour la prestation des services en français, des questions touchant le personnel, telles que la réorganisation, le déménagement, la réaffectation et la réduction des effectifs;
- élaborer un plan triennal pour aborder la question des postes qui seront désignés bilingues et qui ne sont pas encore attribués à des personnes possédant la compétence linguistique voulue;
- veiller à ce que l'amélioration de la qualité des services profite aussi à la clientèle francophone;
- s'assurer que la conception des outils technologiques et des méthodes de travail tient compte de la clientèle francophone.

Nos ressources

Guide des médias sur disquette

L'Office a publié un répertoire des médias de langue française en Ontario intitulé ***Les médias francophones de l'Ontario***, et l'offre sur disquette.

Les utilisateurs et utilisatrices peuvent maintenant entrer les changements et les données à jour directement sur la disquette sans avoir à attendre la version imprimée corrigée.

Données sur la communauté francophone

L'Office tient diverses données sur les francophones et les associations communautaires de l'Ontario afin d'aider les ministères et leurs organismes dans leurs efforts pour rejoindre les francophones de la province.

Exemples des documents conservés :

- profils de francophones de l'Ontario;
- *Annuaire franco-ontarien*, dans lequel on retrouve les coordonnées de 3 000 associations de langue française établies aux quatre coins de la province;
- données démographiques sur les 22 régions désignées;
- base de données sur les postes désignés et les ressources humaines;
- base de données sur les publications exemptées.

Que nous réserve l'avenir?

Au cours de l'exercice à venir, l'Office poursuivra les activités suivantes :

- adoption de nouveaux moyens de rejoindre les communautés francophones afin de les renseigner sur les services en français;
- établissement d'un plus grand nombre de partenariats interministériels afin d'assurer la prestation de services de qualité à l'intention des francophones;
- promotion de la désignation continue d'organismes offrant des services clés à la communauté;
- soutien de la création de réseaux et de structures répondant aux besoins des francophones;
- surveillance des politiques et des programmes du gouvernement pour s'assurer qu'ils répondent aux besoins des francophones, particulièrement les initiatives du gouvernement visant des réformes d'envergure.

Annexe 1

Fonds de soutien à la communauté

Liste des projets au-dessus de 20 000 \$ pour l'année financière 1992-93.

| | | |
|---|--|-----------|
| Action ontarienne contre la violence faite aux femmes | Activités de développement des ressources humaines et de diffusion de l'information. | 23 600 \$ |
| Alliance culturelle de l'Ontario | Les centres de création, la diffusion du produit culturel. | 35 000 \$ |
| Assemblée des centres culturels de l'Ontario | Développement ou parachèvement de divers dossiers de l'ACCO. Centres scolaires communautaires et le financement à long terme des centres. | 55 000 \$ |
| Association canadienne française de l'Ontario (ACFO provinciale) | La participation de la communauté aux priorités gouvernementales. | 81 125 \$ |
| ACFO Ottawa-Carleton | Étude des besoins de la communauté ethnoculturelle d'Ottawa-Carleton, afin de faciliter son intégration autant sociale qu'économique. | 24 115 \$ |
| Association française des municipalités de l'Ontario | L'organisation d'une campagne de recrutement, accroissement de la visibilité de l'AFMO. | 34 195 \$ |
| Association interculturelle de l'Ontario | Deuxième année de démarrage. | 22 000 \$ |
| Coalition franco-ontarienne sur le logement | Mise sur pied d'un organisme provincial qui contribuera à l'amélioration des conditions de logement pour la communauté francophone de l'Ontario. | 49 420 \$ |
| Collectif du Centre/ Sud-Ouest | Création d'un collège communautaire de langue française dans le Sud-Ouest du province. | 23 600 \$ |

| | | |
|--|--|-----------|
| Collectif pour le collège du Nord | Création d'un collège francophone dans le Nord de l'Ontario. | 30 000 \$ |
| Conseil de la coopération de l'Ontario | La participation de la communauté francophone aux consultations gouvernementales sur le développement coopératif. | 24 850 \$ |
| Direction Jeunesse Inc. | Dans le cadre des projets de sensibilisation à la violence faite aux femmes, cette deuxième phase permettra de créer, produire et diffuser le matériel théâtral et publier de l'information sous forme de brochures. | 63 513 \$ |
| Fédération des élèves du secondaire franco-ontarien | Aider les jeunes du milieu scolaire à organiser une campagne publicitaire contre la violence. | 53 650 \$ |
| Fédération des femmes canadiennes-françaises de l'Ontario | Production d'un vidéo incluant des monologues, amorcer une tournée, développer des sessions de formation et des brochures d'information. | 50 761 \$ |
| Le Réseau des femmes du Sud de l'Ontario | Conception, réalisation et distribution d'un manuel d'information sur le «Leadership communautaire» destiné aux femmes francophones de diverses cultures. | 30 000 \$ |
| Radio communautaire de Cornwall | L'organisation des effectifs en vue de la mise sur pied d'une radio communautaire à Cornwall. | 25 000 \$ |
| Union des cultivateurs franco-ontariens | La participation aux consultations gouvernementales portant sur divers dossiers agricoles. | 76 372 \$ |
| Union culturelle des Franco-Ontariennes | La production du vidéo «La lumière des mots» et sa diffusion en province. | 51 450 \$ |

Annexe 2

Liste des organismes désignés entre le 1^{er} avril 1992 et le 31 mars 1993

1. **L'Arche-Ottawa** à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère des Services sociaux et communautaires.
2. **L'Association pour l'intégration sociale d'Ottawa-Carleton** à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère des Services sociaux et communautaires.
3. The Catholic Family Service of Ottawa-Carleton/**Service familial catholique d'Ottawa-Carleton** à l'égard du Programme d'intégration communautaire et du Programme de violence familiale excluant New Directions exécutés pour le compte du ministère des Services sociaux et communautaires.
4. Chateau Gardens (Lancaster) Inc. à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère de la Santé par **Chateau Gardens Lancaster Nursing Home**.
5. The Children's Aid Society of Ottawa-Carleton/**La société de l'aide à l'enfance d'Ottawa-Carleton** à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère des Services sociaux et communautaires.
6. The Children's Aid Society of the United Counties of Stormont, Dundas and Glengarry/**La société de l'aide à l'enfance des comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry** à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère des Services sociaux et communautaires.
7. **Conseil de planification des services communautaires de Prescott Russell Inc.** à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère des Services sociaux et communautaires.

8. **The District of Cochrane Welfare Administration Board** à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère des Services sociaux et communautaires.
9. Gloucester Centre for Community Resources/**Centre des ressources communautaires de Gloucester** à l'égard du Programme de violence familiale et du Programme de soutien à domicile exécutés pour le compte du ministère des Services sociaux et communautaires.
10. **Hôpital général d'Ottawa/Ottawa General Hospital** à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère de la Santé.
11. **Nipissing District Social Services Board** à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère des Services sociaux et communautaires.
12. **Pleasant Rest Nursing Home Limited** à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère de la Santé.
13. **Porcupine and District Children's Aid Society** à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère des Services sociaux et communautaires.
14. 656955 Ontario Limited à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère de la Santé par **Pinecrest Nursing Home**.

Annexe 3

État des dépenses

État des dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1993

Personnel

| | |
|-------------------|---------------------|
| Salaires | 1 594 941 \$ |
| Avantages sociaux | 265 172 \$ |
| Total | <u>1 860 113 \$</u> |

Transports et communications

| | |
|-------|------------------|
| Total | <u>99 688 \$</u> |
|-------|------------------|

Services

| | |
|-------|-------------------|
| Total | <u>605 135 \$</u> |
|-------|-------------------|

Fournitures et équipement

| | |
|-------|------------------|
| Total | <u>90 294 \$</u> |
|-------|------------------|

Subventions (Fonds de soutien à la communauté)

| | |
|-------|-------------------|
| Total | <u>907 592 \$</u> |
|-------|-------------------|

Total des dépenses

3 562 822 \$

Appendix 3

Statement of Expenditures

Statement of Expenditures for the fiscal year ending March 31, 1993.

| | | | | | |
|-----------------------------------|--|--|--|--|--|
| Staffing | | | | | |
| Salaries | | | | | |
| Benefits | | | | | |
| Total | | | | | |
| Transportation and Communications | | | | | |
| Total | | | | | |
| Services | | | | | |
| Total | | | | | |
| Supplies and Equipment | | | | | |
| Total | | | | | |
| Grants (Community Support Fund) | | | | | |
| Total | | | | | |
| Total Expenditures | | | | | |

\$1,594,941
\$ 265,172
\$1,860,113

\$ 99,688

\$ 605,135

\$ 90,294

\$ 907,592

\$3,562,822

8. **The District of Cochrane Welfare Administration Board** in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Community and Social Services.
9. **Gloucester Centre for Community Resources/Centre des ressources communautaires de Gloucester** in respect of the family violence program and the home support program carried out on behalf of the Ministry of Community and Social Services.
10. **Hôpital Général d'Ottawa/Ottawa General Hospital** in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Health.
11. **Nipissing District Social Services Board** in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Community and Social Services.
12. **Pleasant Rest Nursing Home Limited** in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Health.
13. **Porcupine and District Children's Aid Society** in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Community and Social Services.
14. 656955 Ontario Limited in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Health by **Pinecrest Nursing Home**.

Appendix 2

List of Agencies Designated Between April 1, 1992
and March 31, 1993.

1. **L'Arche-Ottawa** in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Community and Social Services.
2. **L'Association pour l'intégration sociale d'Ottawa-Carleton** in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Community and Social Services.
3. **The Catholic Family Service of Ottawa-Carleton/Service Familial Catholique d'Ottawa-Carleton** in respect of the community integration program and the family violence program excluding "New Directions" carried out on behalf of the Ministry of Community and Social Services.
4. **Chateau Gardens (Lancaster) Inc.** in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Health by **Chateau Gardens Lancaster Nursing Home.**
5. **The Children's Aid Society of Ottawa-Carleton/La Société de l'aide à l'enfance d'Ottawa-Carleton** in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Community and Social Services.
6. **The Children's Aid Society of the United Counties of Stormont, Dundas and Glengarry/La Société de l'aide à l'enfance des comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry** in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Community and Social Services.
7. **Conseil de planification des services communautaires de Prescott Russell Inc.** in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Community and Social Services.

| | | |
|---|----------|---|
| Collectif pour le collège du Nord | \$30,000 | Establishment of French language college in Northern Ontario. |
| Conseil de la coopération de l'Ontario | \$24,850 | Francophone participation in government consultations on the cooperative movement. |
| Direction-Jeunesse Inc. | \$63,513 | Second phase - awareness projects related to violence against women. Development, production, distribution of plays, and publication of information in brochure format. |
| Fédération des élèves du secondaire franco-ontarien (FESFO) | \$53,650 | To help students organize a publicity campaign against violence. |
| Fédération des femmes canadiennes-françaises de l'Ontario | \$50,761 | Production of video featuring monologues, planning of a provincial tour, training sessions and information brochures. |
| Le Réseau des femmes du Sud de l'Ontario | \$30,000 | Developing and distributing an information manual on "community leadership" for francophone women from a variety of cultures. |
| Radio communautaire de Cornwall | \$25,000 | Organizational planning related to the establishment of community radio in Cornwall. |
| Union des cultivateurs franco-ontariens | \$76,372 | Participation in government consultations on a variety of farming issues. |
| Union culturelle des Franco-Ontariennes | \$51,450 | Production of video, "La lumière des mots", and its distribution throughout the province. |

Appendix 1 Community Support Fund

List of Grants above \$20,000 awarded between April 1, 1992 and March 31, 1993.

| | | |
|---|--|----------|
| Action ontarienne contre la violence faite aux femmes | Development of human resources and distribution of information material. | \$23,600 |
| Alliance culturelle de l'Ontario | To provide a venue for artists to foster and promote cultural activities. | \$35,000 |
| Assemblée des centres culturels de l'Ontario (ACCO) | Variety of activities related to ACCO's mandate: multi-use school facilities and long-term financing of centres. | \$55,000 |
| Association canadienne française de l'Ontario (ACFO provinciale) | Community's participation in government priority issues. | \$81,125 |
| ACFO Ottawa-Carleton | Needs study on Ottawa-Carleton's francophone ethnocultural community to assist in their social and economic integration. | \$24,115 |
| Association française des municipalités de l'Ontario (AFMO) | Membership drive and activities to increase AFMO's visibility. | \$34,195 |
| Association interculturelle de l'Ontario (AIFO) | Second year of start-up funding. | \$22,000 |
| Coalition franco-ontarienne sur le logement | Establishment of provincial organization to work towards improving housing conditions for Ontario's francophone community. | \$49,420 |
| Collectif du Centre/ Sud/Ouest | Establishment of a French language college in Southwestern Ontario. | \$23,600 |

- The Office maintains a variety of data on Ontario francophones and community associations to assist ministries and their agencies in their outreach efforts to the province's French-speaking communities.
 - profiles of Ontario francophones
 - Franco-Ontarian Directory, a list of some 3,000 French-speaking community associations throughout the province
 - demographic data on the 22 designated areas
 - designated positions data base/human resources database
 - exempted publications database
- In the year ahead, the Office will focus its activities on:
- introducing new ways of reaching out to francophone communities to inform them about French language services.
 - developing more interministerial partnerships to ensure the delivery of quality French language services to francophones.
 - promoting the ongoing designation of agencies that offer key services to the community.
 - supporting the development of networks and structures that respond to the needs of the francophone community.
 - ensuring that government policies and programs meet the needs of Ontario's francophone communities, particularly the government's major reform initiatives.

Looking Ahead

- Data on the Francophone Community

The Office's work also involves following up on exemptions to the **French Language Services Act**.

One exemption for scientific, technical, research and scholarly publications was renewed and extended to 1997.

Within the government's Shared Accountability Framework, the Office also produced the French Language Services Resource Kit in collaboration with Management Board:

- to assess the impact of workforce issues such as reorganization, relocation, redeployment, and downsizing on the delivery of French language services.
- to develop a three-year plan to address the situation where positions identified for future designation are not yet occupied by an incumbent having the required language skills.
- to ensure that improvements in service quality include improved services to francophone customers, and.
- to ensure that technology and business processes are developed with French-speaking clients in mind

Our Resources

Media Guide on Diskette

The Office has made its directory of the province's French language media, **Francophone Media of Ontario**, available in diskette form.

Users can now input their changes and updated information directly on to the diskette without having to wait for updated hard copies.

Distance education in Ontario is a method of improving access to education by using technology to bring together diverse individuals and groups. It has evolved from correspondence courses to multi-media formats such as computer communication and interactive video, that allow for freer exchange and dialogue. It is of particular importance for the francophone community in Ontario because francophones are geographically dispersed throughout the province and have traditionally lacked access to post-secondary education in French.

Because of the potential benefits for francophones, the Office of Francophone Affairs is a member of the new Ministry of Education and Training's interministerial committee on forma-distance, the Comité de planification stratégique en formation à distance and the Groupe de concertation de la formation à distance.

In May 1992, the OFA's Executive Director attended Le colloque franco-ontarien de la formation à distance held in Ottawa. The two day conference on distance education brought together a number of stakeholders including representation from the then Ministry of Colleges and Universities, French and bilingual community colleges and universities, Secretary of State, AEFO, Contact-Nord, Forma-Distance, the former Ministry of Skills Development, TVOntario's La Chaîne, and the caisses populaires.

Staff also participated at meetings and audio-conferences involving individual sectoral tables such as la table collégiale and la table du Centre-Sud-Ouest. Some of the key initiatives worked on during the year were the proposals for a provincial secretariat for distance education in the colleges and a collective approach to distance education in French Ontario.

Monitoring French Language Services

Every year the Office reviews the status of French language services in all ministries, including ministries' human resource plans, in order to ensure that services are in place and that staff is available to deliver them.

As part of its monitoring role, the Office participated in the establishment of the Career Transition Program. As a member of an interministerial and multidisciplinary team, the Office worked to ensure that, during the Government's redeployment exercise throughout the OPS, bilingual staff and designated positions would not be unduly affected.

This grant allowed the Coalition to establish a temporary Secretariat and to hold a series of regional public consultation meetings to assess the housing needs and concerns of francophones living across the province.

Francophone Cultural Policy

The Advisory Committee for a Cultural Policy for the Francophone Community of Ontario tabled its final report in October 1992. The Committee was composed of representatives from the Office of Francophone Affairs (OFA), the former Ministry of Culture and Communications (MCC), the Ontario Arts Council and from francophone community organizations such as *Alliance culturelle de l'Ontario* and *Direction Jeunesse*.

The co-chairs of the Committee, the then Minister of Culture and Communications and the Minister Responsible for Francophone Affairs responded to the report's recommendations at the *Alliance culturelle's* annual meeting in November 1992.

The Ministers announced the creation of a funding program for francophone cultural centres, the establishment of a Francophone Unit within the former MCC and the appointment of a cultural policy analyst at the OFA. Most of these measures were to be in place by the beginning of the 1993-1994 fiscal year.

The former MCC also undertook discussions with francophone arts services organizations to determine how they could benefit from current funding programs.

Constitution

The Minister Responsible for Francophone Affairs established a Francophone Advisory Group on the Constitution to share information and maintain the dialogue between the francophone community and the government on the constitutional negotiations. The Advisory Group was composed of representatives of community groups and organizations with expertise in the field of official languages, intergovernmental and constitutional matters.

The Francophone Advisory Group had the opportunity to meet with the Premier of Ontario and to communicate their position and concerns about the constitutional process. They presented a proposal for the entrenchment and enhancement of existing linguistic rights in Ontario.

The OPA's Community Support Fund provided a start-up grant of \$29,420 to the Coalition franco-ontarienne sur le logement, a provincial lobby group which seeks to ensure that governmental housing policies and programs are responsive to the linguistic, cultural and quality of life needs of the francophone community.

Housing

On-going discussions between the Ontario Ministry of Agriculture and Food and the Union des cultivateurs franco-ontariens concerning the inclusion of the latter in the proposed legislation leading to the establishment of a stable funding mechanism for general farm organizations came to a successful conclusion in 1992-1993.

The Office of Francophone Affairs was a member of the ad hoc committee set up by the Minister of Agriculture and Food to develop recommendations to accommodate the interests of francophone farmers under the Stable Funding proposal.

Stable Funding

PLA will help francophones in Ontario receive recognition for their prior learning experience and encourage them to further participate in college level courses and programs.

Ten PLA pilot projects were also announced in 1992, including a joint francophone initiative between La Cité collégiale and Cambrian College.

Reporting through the Ontario Council of Regents, representation on the PLA Group is to include at least 4 voting francophone members and a representative from the Advisory Council on Francophone Affairs. As well, a sub-committee, composed of individuals from various francophone communities, will be providing input to the PLA Group.

The PLA Advisory Committee submitted its final report to the former Minister of Colleges and Universities in August 1992. The report recognizes the linguistic duality of Ontario's college system. By the fall, the Ontario Government had approved almost all of the Committee's recommendations to establish a PLA system for Ontario's colleges. This will include a PLA Coordinating and Advisory Group to oversee phased-in implementation of PLA beginning in September 1994.

French Language Education

The Minister of Education and Training has met throughout the year with the presidents of francophone educational associations to hear their concerns. The ministry has stated that French language education governance will be considered within the larger context of the overall reform of education in Ontario.

In 1991, the then Ministry of Education announced that \$50 million of the 1994-1995 capital funding would be used for the educational component of community-based multi-use school facility initiatives. Multi-use school facilities could provide a focus for educational, cultural and social services to francophone communities.

An interministerial steering committee was set up by the then Ministry of Education and includes representation from the Office of Francophone Affairs. The francophone community expressed strong interest in the initiative, participated in the consultation process and submitted project proposals to the committee.

The government is examining various options for the financing of elementary and secondary education. The Association française des conseils scolaires de l'Ontario (AFCSO) and the Association franco-ontarienne des conseils d'écoles catholiques (AFOCEC) are represented on the Minister of Education and Training's Advisory Council on Education Finance. As well, the Office of Francophone Affairs is a member of the Interministry Advisory Group on Education Finance.

The Executive Director of the Office of Francophone Affairs is also a member of the Conseil de l'Éducation Franco-Ontarienne.

Prior Learning Assessment

In 1992, the OPA participated on the Prior Learning Assessment (PLA) Advisory Committee to the Ontario Council of Regents for Colleges of Applied Arts and Technology. PLA is the evaluation of learning obtained outside the formal education system, such as work experience, non-college training programs or community work, and translates it into credit at formal educational institutions.

The Office of Francophone Affairs continues to participate in an interministerial committee on the Canada/Ontario Labour Force Development Agreement signed in 1991. The Agreement states that Ontario will make every effort to ensure that services are available in French to respond to the training requirements of the francophone community.

Francophones have been included among the equity groups represented on the governing body and the four permanent councils of the Ontario Training and Adjustment Board.

In November 1992, *Bill 96: An Act to Establish the Ontario Training and Adjustment Board* was introduced in the Legislature. OTAB is a Crown agency which is to assume broad responsibility for the promotion, funding, co-ordination, design and provision of programs and services with respect to labour force training and adjustment.

Ontario Training and Adjustment Board

The new Ministry of Education and Training is still negotiating with the federal government for financial assistance. The Office of Francophone Affairs is working closely with the ministry on this issue.

In Spring of 1992, Cabinet authorized the then Ministry of Colleges and Universities to negotiate a cost-sharing agreement with the Secretary of State of Canada regarding the French language colleges system.

French Language Colleges

The Committee met in December 1992 and in March 1993. A research strategy has been developed. The information gathered will help determine whether francophones face systemic barriers to employment and identify measures which could ensure their fair and equitable access to employment and promotion.

At the request of Cabinet, an interministerial committee of Assistant Deputy Ministers was established to examine systemic discrimination as it applies to the employment of francophones. It is co-chaired by the Employment Equity Commissioner and the Executive Director of the Office of Francophone Affairs.

In December 1992, the Ministry of Community and Social Services published its final report on the community consultations on child care which began in February 1992 with the distribution of "Setting the Stage" and was completed at the end of June 1992.

In January 1993, the Minister Responsible for Francophone Affairs met with the Minister of Community and Social Services to discuss the pressing need for French language child care services and the francophone community's expectations with respect to the "reformed" child care system and the proposed legislation.

Long-Term Care Redirection

On November 26, 1992, the Minister of Health announced the government's plans for restructuring the long-term health and social services system in order to meet the needs of senior citizens, adults with physical disabilities, and people who need health and support services in their home.

The Minister also introduced the Long-Term Care Statute Law Amendment Act (Bill 101) for first reading. This legislation will amend seven existing statutes and will set the stage for the fundamental restructuring of the long-term care system. Its purpose is to improve the quality of life for residents in long-term care facilities. After passing second reading, Bill 101 was sent to the Standing Committee on Social Development. The Committee held a series of public hearings in February and March 1993 before beginning a clause by clause review of the legislation.

New models for planning, management and governance will not be addressed until the second phase of legislative change which will result in the repeal of several existing statutes and the creation of a new legislative framework to govern facility- and community-based long-term care and support services.

Employment Equity

In June 1992, the Government of Ontario introduced Bill 79: *An Act to Provide for Employment Equity for Aboriginal Peoples, Persons with Disabilities, Members of Racial Minorities and Women*. Although francophones are to remain a designated group in the Ontario Public Service Employment Equity Program, they have not been included under the legislation.

Sexual Assault Prevention Initiative: Second year of three year project:

As part of the government's Sexual Assault Prevention Initiative, the Ontario Women's Directorate allocated \$200,000 to the Office of Francophone Affairs for public education initiatives within the francophone community for three years.

In 1992-1993, seven francophone organizations received funding for projects to sensitize the francophone community to the issue of sexual assault. The OFA's Community Support Fund provided an additional \$97,000 for projects to combat violence against women.

Under the Initiative, \$400,000 was also allocated to develop sexual assault services in partnership with nine sexual assault centres located in or serving designated areas:

The Office of Francophone Affairs is working closely with the new Ministry of the Solicitor General and Correctional Services and the Ontario Women's Directorate on this project. The Community Initiatives Unit of the Ministry of the Solicitor General and Correctional Services is responsible for administering the program, because of its overall responsibility for the government's sexual assault centres program. The following centres are involved:

Barrie and District Rape Crisis Line, Timmins Sexual Assault Centre, Sudbury Rape Crisis Centre, Ottawa Sexual Assault Support Centre, Toronto Sexual Assault Centre, Chatham-Kent Sexual Assault Centre, Sexual Assault Centre Windsor-Essex, Sexual Assault Centre Hamilton and CARSA (Niagara Sexual Assault Centre).

In 1992-1993, six francophone community-based projects were also funded from this allocation.

Child Care Reform

The government's objective is to ensure the quality, affordability, accessibility and good management of child care services in Ontario. With this in mind, a policy framework for the province's child care system is being developed. This will lead to the drafting of a new Child Care Act.

Meetings with French Language Services Coordinators

The OFA provides advice and acts as a resource on francophone affairs for ministry French language services coordinators.

Meeting with the coordinators serves to build positive alliances with ministries for the provision, maintenance and updating of French language services, and to reinforce the important role we play as an information centre that government ministries and their agencies can consult on matters of concern to francophones.

Franco-Ontarian Festival

Over the past few years, Place de l'Ontario, the Government of Ontario's information booth area, has become a regular fixture at the Franco-Ontarian Festival in Ottawa.

This year, the Office organized the participation of 22 ministries and agencies at this major event which celebrates francophone heritage and culture. Participating ministry staff were able to meet with the community and provide information on their French language services.

Complaints Process

Under the Act, the Minister Responsible for Francophone Affairs is authorized to investigate and respond to complaints about the Government's French language services. This process provides ministries with valuable feedback on the quality of their services in French and helps them to improve on them.

In 1992-1993, 176 complaints were received. This number marks a decrease from previous years.

Providing input on policies and programs

In order to ensure that government policies and programs meet the needs of the francophone community, the OFA is a member of a number of interministerial committees, including those working on such major initiatives as wife assault and sexual assault prevention, substance abuse, and the long-term care redirection.

Agency Designation

The ongoing designation of government-funded agencies such as hospitals, nursing homes and counselling centres provides francophones with access to crucial services in their own language.

In 1992-1993, an additional 14 agencies were designated bringing the total to 98.

Promoting French language services

Community Visits

Over the year, the Minister met with community groups from Ottawa to Timmins, Kingston and Kapuskasing/Hearst. OFA staff also conducted three regional tours in the Temiskaming, Nipissing and Stormont, Dundas & Glengarry areas.

Meeting with community groups enables the Minister and the Office to receive direct feedback from francophones on French language services. Participating ministries found the experience a valuable opportunity to learn firsthand about the community's needs and how they can respond to them.

Outreach via Computer

The Village électronique francophone (VEF) is a communications service which provides a direct telecommunications service through a computer link-up.

Using this service is a unique way for the Office to reach its French-speaking clients and provide them with a variety of information ranging from accessing data from its Franco-Ontarian Directory to publicizing the Office's community regional tours and upcoming conferences and events.

At a Glance/Coup d'Oeil

This year, the Office began to produce its newsletter, **At a Glance/Coup d'Oeil**, in a bilingual format to provide civil servants working in the area of francophone affairs with information on the community and available services in French.

Using a thematic approach, each version now contains articles that are more pertinent to the respective anglophone or francophone readers. Subscriptions have increased and circulation now totals approximately 25,000.

Public Consultations - Cooperatives

From September 1992 to February 1993, the Ministry of Finance conducted province-wide public consultations as part of a comprehensive review to determine how cooperatives could play a greater role in the economic and social renewal of Ontario.

The Conseil de la coopération de l'Ontario received \$24,850 from the OFA's Community Support Fund to adequately inform the francophone community on all aspects of this initiative and to provide assistance to francophone organizations and individuals who wished to participate in these consultations.

Forums on Employment Equity and Francophones

In Spring 1993, OFA's senior management gave presentations at three forums on francophones and employment equity. These forums were held in Toronto, Ottawa and Sudbury. The focus of these forums was to provide francophone civil servants with an opportunity to identify barriers to employment equity and to discuss strategies to eliminate them.

The forums provided an opportunity for the francophone caucus to enlarge its network and express its concerns about employment equity in the OPS.

Developing Community-Based Structures

French Language Library Services

The Office actively participated in a Committee on the Marketing of French Language Services in Libraries in Ontario. The committee included a number of community library representatives and was chaired by the Southern Ontario Library Service, an agency of the new Ministry of Culture, Tourism and Recreation. The goal of the committee was to develop and implement a strategy which would increase the usage of French language library services and resources in Ontario. A number of promotional items were developed, and pilot projects took place in Kapuskasing, Welland and Orléans.

The campaign helped to raise awareness in the francophone community of the availability of French language services and resources in local libraries.

Re-negotiation was completed before the end of the fiscal year, and the Agreement was signed by the two ministers shortly afterward. The new five-year Agreement has shifted the funding priority to community development initiatives and projects which address anti-racism efforts.

Information Session for Ethnocultural Francophone Groups

The Office's recognition of the integral role that racial minority francophones play in Ontario's francophone community was one of the priorities identified in its Strategic Plan. Through the course of its meetings with these groups, the Office discovered that often they are not familiar with the various programs and services that are available through the various levels of government.

As a result, the OFA organized a one-day session in February 1993 in Toronto for provincial and federal government representatives to provide information on their respective services and grant programs to francophone racial minority groups.

Holding this session enabled the Office and its government partners to assess the needs of francophone racial minority groups, and offer advice and financial support for the development of projects and structures that address their particular concerns. In this way, the Office can help francophone racial minorities to participate more fully in all aspects of Ontario life.

Conference on Francophone Training Needs

In April 1992, the Office worked with the Chambre économique de l'Ontario on a province-wide conference on francophone training needs. Approximately 150 participants attended the event held in Ottawa. Workshops covered a number of areas that affect economic development within the francophone community.

One of the key findings of the conference was the importance of professional training opportunities in French to enable the francophone community to participate in the province's economic renewal.

Direct Mail Campaign

In June 1992, the Office introduced direct mail as a means of reaching its francophone clients with information on government services in French and increasing its subscriptions to its newsletter, **Coup d'Oeil/At a Glance**. The first pilot project was undertaken in the Simcoe area. Following its success, a second mailing was conducted in the Temiskaming, Cornwall-Alexandria and Thunder Bay/Kenora regions.

In the Simcoe area, approximately 1,850 households, received a personalized letter, with promotional material on French language services and a postage-paid coupon for a subscription to the newsletter.

The second mailing reached 10,326 households and the response rate was 5%, similar to that of the first mailing.

In comparison with traditional outreach methods, direct mail was found to be a more cost-efficient and effective way of reaching francophone clients.

Community Support Fund

The Office's Community Support Fund provides assistance to non-profit organizations for projects that contribute to the development or improvement of community services or activities for francophones.

In 1992, the Fund's objectives were changed to reflect those outlined in the Office's Strategic Plan and established corporate priorities related to economic renewal, social reform, education reform and the participation of individuals from targeted groups. Priority was given to projects which met both these objectives.

Canada-Ontario Agreement on the Promotion of Official Languages

During 1992-1993, the Office of Francophone Affairs undertook a joint evaluation of this Agreement with the Secretary of State. In its preparations for the re-negotiation of the Agreement, the Office consulted ministries and community groups.

The Agreement enabled the two governments to fund 139 projects aimed at enhancing the implementation of Ontario's **French Language Services Act**. More than \$18M was invested between 1987-1988 to 1992-1993.

Our Mission

The mission of the Office of Francophone Affairs is:

To help francophones, as full members of Ontario society, to grow and preserve their language while respecting their cultural diversity.

To assist government ministries and agencies in their relations and understanding of the francophone community and in the development and delivery of French language services.

Highlights of the Office's work over the past year are featured in the following pages.

Involving and supporting the francophone community

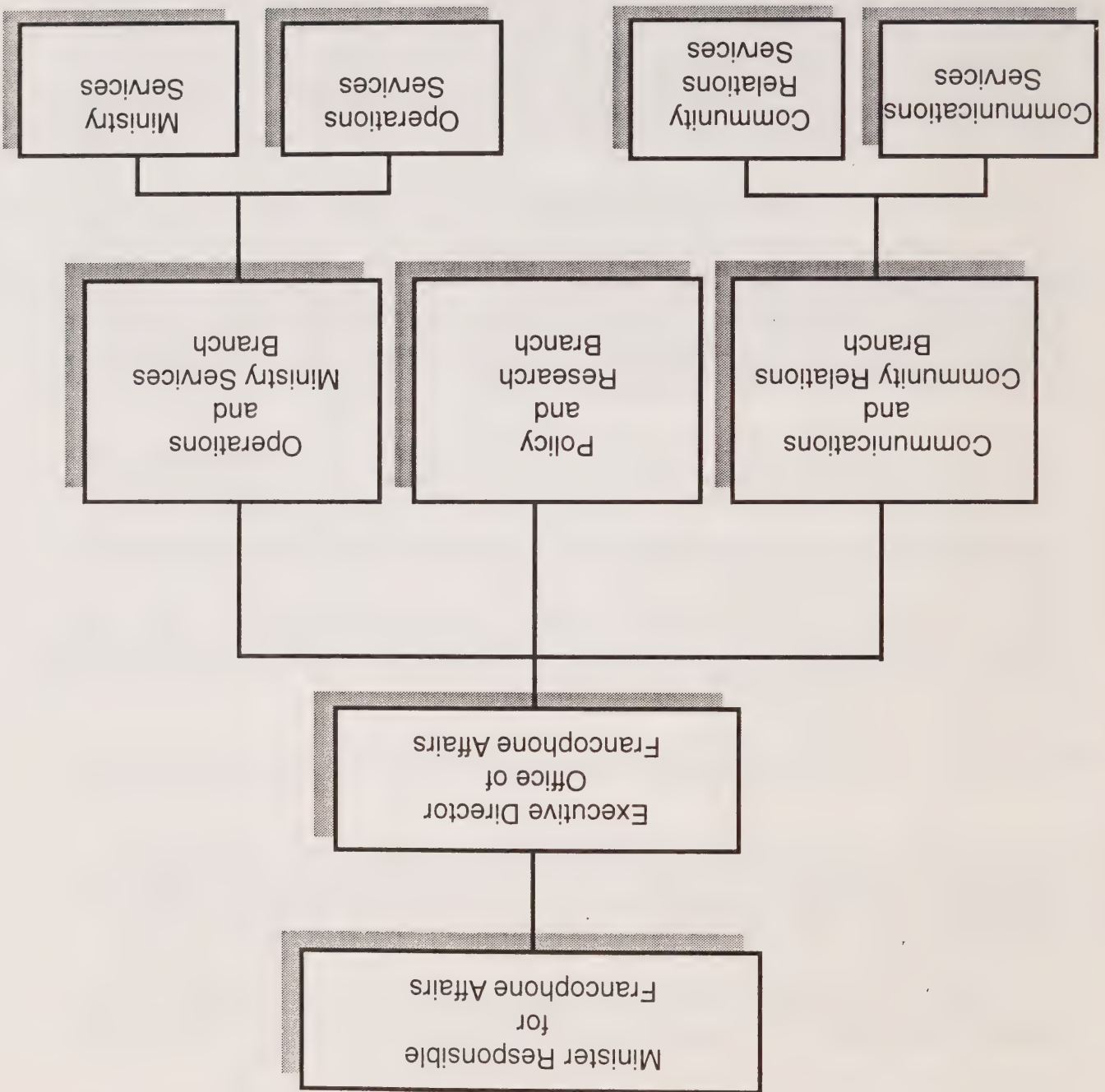
The OFA Releases its Strategic Plan

One of the key achievements during this fiscal year, was the Office's completion of its strategic plan. The Office began this process in the Fall of 1991, and, following consultations with OFA staff, community groups and ministry representatives, it released its strategic plan in November 1992. Subsequently, OFA staff held several information sessions on its strategic plan to introduce its community and government partners to the Office's future directions.

The strategic planning exercise has helped the Office to establish its priorities and focus on activities that:

- will work towards the fuller participation of francophones in Ontario's social and economic life, and
- improve customer service to both of its client groups -- the government and Ontario's French-speaking communities.

Organizational Chart



Ontario's Francophone Community

Ontario's over half a million francophones form the largest French-speaking community in Canada outside Quebec. Although the majority of Ontario's francophones are of European descent, the community is gradually evolving into a multicultural society whose members come from all parts of the world.

The French language is the common bond of all of Ontario's francophones. For some, French is a mother tongue; for others, it is one of the first languages learned and still used; and for more recent arrivals, it is the language used to integrate into Ontario and Canadian society.

The Office of Francophone Affairs

The Office of Francophone Affairs is a central agency that was created under the **French Language Services Act**. Its primary responsibility is to assist the Government in its delivery of services in French, and in the development of policies and programs that meet the needs of Ontario's francophones.

In its relations with Ontario's francophone community, the Office works with organizations established to represent francophones. The Office facilitates the access of francophones to their provincial government. As stated in its preamble, the intent of the **French Language Services Act** is to preserve the cultural heritage of Ontario's francophones for future generations.

Administratively, it is made up of three branches: **Communications and Community Relations, Policy and Research, and Operations and Ministry Services**.

Together, the work of the three branches involves:

- advising the Ontario Government on its provision of French language services
- informing francophones about government programs, policies and activities
- communicating francophone concerns to ministries and the Cabinet
- strengthening francophone communities through the Community Support Fund
- working with ministries to ensure that government policies and programs respond to francophone needs
- helping ministries to maintain and improve their French language services
- receiving complaints about the quality of provincial government services in French
- conducting research on Ontario's francophone communities

A Message from the Executive Director

One of the key highlights during 1992-1993, was the launching of the Office of Francophone Affairs' strategic plan. Consultations with the community and with government were an important part of this strategic planning process. The plan, which outlines the Office's mission, vision and objectives for a five-year period, was presented to our government partners and the francophone community last Fall.

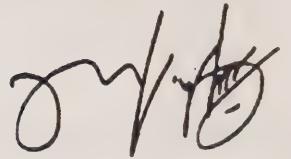
Over the last year, the Office worked on a number of issues -- sexual assault prevention programs for francophone women, employment equity for francophones in the workplace, the development of a francophone housing coalition and the establishment of an organization to support francophones with hearing disabilities.

As the key advisor to the government on francophone affairs, outreach to our French-speaking clients remains a priority. For this reason, three regional tours to Ottawa, Timmins and Kingston were undertaken to provide Office staff with an opportunity to learn firsthand about community concerns with the government's French language services. We can then bring these concerns to the attention of government colleagues.

Meeting with community groups also continued to be a priority. One of the main events was an information session which the Office organized for ethnocultural francophone community groups. This day-long session, held in Toronto, helped participating provincial and federal ministries outline their respective mandates, services and funding programs to orient community members on the various programs and services that are available to them.

Some crucial services are provided by agencies that are not covered by the **French Language Services Act**. Therefore, the designation of these public service agencies to provide their services in French remains a priority. During the period, an additional 14 agencies were designated for this purpose.

This was also a year of government reorganization, delaying, downsizing and redeployment. During this ongoing restructuring process, the Office continues to work with its partners in government to ensure that French language services are available, and that the community has access to a wide range of government services.



Rémy M. Beauregard
Executive Director

Minister's Message

I am pleased to present the annual report of the Office of Francophone Affairs for the period April 1, 1992 to March 31, 1993. The past year was a challenging one for many people in Ontario, including those in government. The government is focussing on controlling the provincial debt through reduced costs and streamlining operations, while continuing to provide necessary public and social services and job creation opportunities.

Despite these challenges, this year marked several important achievements in the area of francophone affairs. During this period, the government developed a funding program for cultural centres and increased program budgets for arts organizations following the release of "A Cultural Policy for the Francophone Community of Ontario".

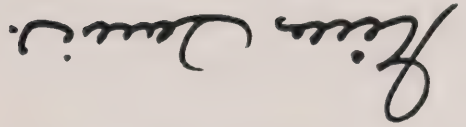
For this reason, I met with a number of francophone community representatives and organizations throughout the province to ensure that the government is responding to the linguistic and cultural needs of Ontario's French-speaking population.

The Office of Francophone Affairs also participated in a government-wide restructuring and expenditure reduction process to develop closer interministerial partnerships on joint projects that enhance existing services in French. And, the merging of some ministries gave me an additional opportunity to discuss with my colleagues the community's concerns in relation to the government's French language services.

Given its mandate to implement quality French language services to the public, the Office's work over the past year also involved ensuring that established government priorities such as job creation, employment equity and sexual assault prevention initiatives, responded to francophone needs.

I wish to thank my colleagues for their assistance in ensuring that Ontario's French-speaking clients can ask for and receive provincial government services in their own language.

I look forward to building on these achievements in the year ahead.



Gilles Pouliot
Minister

Our Vision

Committed to the full participation of Ontario's francophones in the social, economic, cultural and political life of the province.



Gilles Pouliot
Minister

Gilles Pouliot

Respectfully,

I am pleased to present to you, and to the Legislative Assembly of Ontario, the Office of Francophone Affairs' Annual Report for the period April 1, 1992 to March 31, 1993.

Dear Sir:

Lieutenant Governor of the Province of Ontario

To the Honourable Henry N.R. Jackman



Minister
Responsible for
Francophone Affairs

Ministre
délégué aux
Affaires francophones

Mowat Block, 4th Floor
900 Bay St
Toronto ON M7A 1C2
(416) 327-9200
Fax: (416) 327-9188

Edifice Mowat, 4^e étage
900 rue Bay
Toronto ON M7A 1C2
(416) 327-9200
Télécopieur: (416) 327-

Table of Contents

| | |
|--|----|
| Letter to the Lieutenant Governor | 2 |
| Minister's Message | 4 |
| A Message from the Executive Director | 5 |
| Ontario's Francophone Community | 6 |
| The Office of Francophone Affairs | 6 |
| Involving and supporting the francophone community | 8 |
| Developing community-based structures | 11 |
| Promoting French language services | 12 |
| Providing input on policies and programs | 13 |
| Our Resources | 21 |
| Looking Ahead | 22 |
| Appendix 1 Community Support Fund | 23 |
| Appendix 2 List of Designated Agencies | 25 |
| Appendix 3 Statement of Expenditures | 27 |

Office of Francophone Affairs
Mowat Block, 4th Floor
900 Bay Street
Toronto ON M7A 1C2

Tel: (416) 325-4949
Toll-free: 1-800-268-7507
TDD: (416) 325-0017

ISSN 0832-7262

March 1994

Printed on
recycled paper

